

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chirac-a-demande-a-Kirchner-de-trouver-des-solutions-au-conflit-avec-Aguas-Argentinas-du-Groupe-Suez-Si-vous-devez-retirer-la-concession>

Chirac a demandé à Kirchner de trouver des solutions au conflit avec Aguas Argentinas du Groupe Suez : "Si vous devez retirer la concession, faites le"

Date de mise en ligne : dimanche 23 janvier 2005

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Néstor Kirchner et Jacques Chirac se sont réunis au Palais de l'Élysée. Kirchner a invité le président français à venir en l'Argentine. La délégation présidentielle est sortie satisfaite de l'Élysée. Chirac a félicité le président argentin pour le rétablissement économique de l'Argentine et pour les progrès enregistrés dans les procès pour violation des droits de l'homme. En ce qui concerne le conflit avec Aguas Argentinas, que possède le groupe Suez, il a demandé qu'on trouve des solutions et que ce différend ne perturbe pas la relation bilatérale.

Par Sergio Moreno

[Página 12](#). Paris, 21 Janvier 2005

"Si vous devez retirer la concession, faites le"

Néstor Kirchner a obtenu hier matin, ce qu'il était venu chercher à Paris, plus un rabe . Il a été reçu à l'Élysée par le président Jacques Chirac qui l'a félicité sur par le redressement durable "économique et financier" de l'Argentine, pour sa position internationale d'appui au multilatéralisme, pour son action à Haïti et pour le travail fait en matière de droits de l'homme depuis plus d'un an, notamment sur le cas du tortionnaire Alfredo Astiz.

En outre, il a confirmé que la France maintiendra son appui à l'Argentine au sein des organismes internationaux de crédit et au G7. Et le « plus » fut l'attitude qu'a adoptée Chirac face au conflit que le gouvernement argentin a avec Aguas Argentinas filiale de Suez. Chirac a dit que la tension "était un caillou dans la chaussure qui ne nous laisse pas marcher ; il faut la sortir et aller de l'avant ", comme l'a révélé le chef de Cabinet, Alberto Fernández, présent à la réunion.

De cette façon, le président français a ouvert un parapluie politique afin que ce différend "ne perturbe pas" les relations mais, à la fois, a fait un clin d'oeil pour que l'administration Kirchner, si elle veut être radicale, le soit. "Si vous devez lui enlever la concession, faites le", selon Fernández , tels ont été les mots de Chirac.

Des sourires, ils sont passés à l'action.

Laisse moi te raconter

Chirac, avec la cordialité d'un hôte reconnu par son bon accueil, a rapidement cédé la parole à Kirchner, lui demandant de raconter son histoire sur l'évolution économique et politique de l'Argentine. Le président argentin a commencé à dérouler le discours économique et, a présenté nombre de chiffres, comparaisons et tendances de l'économie argentine et des indicateurs comme le taux chômage, la pauvreté et l'indigence et le niveau d'investissements.

En rattachant ces concepts, le patagon a fait le lien autour des améliorations qui se sont produites depuis plus d'un an - date à laquelle il était venu en France pour la dernière fois, au début de son mandat - avec la situation de la démocratie en Argentine et la position internationale de son gouvernement : appui au multilatéralisme, intégration régionale, défense du processus à Haïti (il a profité pour rappeler à Chirac que Bielsa est, en ce moment, président du Conseil de la Sécurité de Nations Unies).

Dans la foulée, Kirchner a montré les trois dossiers - un total de 900 pages - qu'avait apporté Alberto Fernández où se trouve résumée une partie de la vie et l'oeuvre du tortionnaire Astiz : ses ordres de capture, emprisonnement, situation de procédure, état de l'affaire et antécédents préalables.

A ce moment, Chirac a pris les chemises et l'a remercié d'avoir annulé les lois du Point Final et Obéissance Nécessaire pour que la Corneille (qui France a été jugé et condamné par contumace à perpétuité pour le kidnapping, la torture et la disparition des religieuses Leonie Duquet et Alice Domon) soit emprisonnée. "Il était plus que satisfait", a témoigné un fonctionnaire présent lors de la réunion, qui ajoute : ", Il a même profité pour le féliciter pour la nomination de Méndez Carrera au Gouvernement".

Horacio Méndez Carrera est l'avocat des parents des religieuses françaises assassinées et, depuis quinze jours, est sous-secrétaire des Droits l'homme à la Chancellerie. La discussion sur Astiz a représenté une part importante des 45 minutes de la rencontre.

Profitant de la parole, Chirac a commencé à construire son discours. Tout d'abord en faisant l'éloge du redressement économique et, comme l'ont raconté plusieurs fonctionnaires argentins qui ont pris part du rendez-vous, la croissance soutenue qui, a-t-il dit, paraissait se maintenir. "C'est pourquoi chaque fois que j'appui l'Argentine devant les organismes de crédit internationaux et devant mes collègues du G7, je le fais sans complexe, je ne manque pas d'arguments. Ainsi, je l'ai fait savoir au précédent directeur exécutif du FMI (Hörst Koehler) et à l'actuel (Rodrigo Rato) et je leur ai dit qu'il fallait continuer à soutenir à l'Argentine au sein du Fonds ", racontant ce qu'a dit Chirac.

Après de tels compliments, il a rappelé que la France est le troisième investisseur étranger en Argentine (précédée par les Etats-Unis et l'Espagne) et que les deux pays ont une relation historique, politique et économique qu'on doit continuer à approfondir. "Voilà l'occasion propice", a dit Chirac, avec air important. A ce point de la discussion, le président français a mis sur la table l'affaire Aguas.

Sans interrompre le fil de son histoire, Chirac a dit ce qui suit, comme nous l'ont racontés trois hauts fonctionnaires qui ont pris part à la réunion, dont Alberto Fernández. "Parmi les nombreuses entreprises françaises qui ont des intérêts en Argentine il y a Suez. Ce cas, il faut le résoudre, il ne peut agir sur les autres investisseurs français, en les influençant.

Si vous devez dénoncer le contrat et retirer la concession, faites le. Des situations comme celles-ci sont fortuites, il n'est pas possible qu'elle nous paralyse. C'est comme un caillou dans la chaussure : nous devons l'enlever et continuer à marcher. Je ne sais pas qui a raison, ce que je sais, c'est que ce n'est pas un sujet du gouvernement français. De plus, en son temps j'ai dit que Suez n'aurait jamais dû entrer en Argentine."

Kirchner a senti que la syntonie avec son homologue français était plus adaptée que ce qu'on peut attendre du protocole et de la sympathie. Chirac venait de mettre un parapluie politique sur le sujet, en couvrant la relation bilatérale - parallèlement, pendant ce temps, deux hommes du ministre de Planification Fédérale, Julio de Vido, continuaient à négocier à l'Hôtel Meurice avec les responsables de Suez, de Thibaud de Silguy, et d'Aguas Argentinas, Jean-Bernard Lemire.

Comme l'ont raconté à Página/12 des sources du gouvernement argentin, la négociation était encore complexe, assez dure (Voir plus bas : nous Maintiendrons le dialogue ouvert jusqu'à la fin "...)-. De cette façon, à la fois il délie les mains du gouvernement de Kirchner et affaiblit la position de Suez dans la négociation. Il est certain qu'au sein du gouvernement argentin, d'aucuns pensent qu'il n'y a rien en cela à fêter et que, peut-être, si on enlevait la concession le litige se terminerait devant les tribunaux internationaux, avec des inconvénients clairs pour la position argentine (de fait, Aguas a déposé plainte devant le Ciadi).

Mais rien n'est moins certain que, bien que Chirac ait étendu une espèce de brevet de corse, l'administration du patagon ne veut pas arriver à ce point. "Nous ne pensons pas réétatiser, nous ne voulons pas qu'un investisseur étranger s'en aille", a dit à Página/12 un haut fonctionnaire argentin. Dans la délégation argentine, on souligne que, bien qu'une part importante de l'attention publique porte sur cette négociation, "le sujet Aguas est un petit sujet, et qu'avec Chirac, on a parlé peu de temps".

Finalement, Kirchner a invité à Chirac à se rendre en Argentine, ce à quoi le français a accepté et a rappelé que sa dernière visite à Buenos Aires, datait 1996. Quand la rencontre a pris fin, le porte-parole de l'Elysée, Jerome Bonafont, a lu un communiqué officiel. (...)

Quelques heures après la réunion à l'Elysée, et après avoir pris part au Forum Europe-l'Amérique latine organisé par la BID, Kirchner s'est montré satisfait du résultat de la réunion. Ceux qui ont pu converser avec lui, ont raconté à ce journal qu'il a soutenu que Chirac "a des codes clairs que je partage pleinement" et a souligné que le président français sait parfaitement ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne mal parmi les entreprises françaises qui opèrent en Argentine.

"NOUS MAINTIENDRONS LE DIALOGUE OUVERT JUSQU'A LA FIN", PROMET DE VIDO

Le ministre de Planification et son équipe ont eu plusieurs réunions avec des chefs d'entreprise français. Ils ont confirmé des investissements sur le pétrole et le gaz mais le problème persiste dans les négociations avec le groupe Suez. Le responsable le BID, Enrique Iglesias, accompagné par Lavagna et les gouverneurs Acevedo et Sola.

Par S M.

[Página 12](#). Paris, 21 janvier le 2005

Le ministre de Planification, Julio de Vido, a eu durant ce voyage un agenda parallèle à celui du président Néstor Kirchner, plus chargé, complexe. Il est chargé de contrôler comment se déroulent les négociations avec le groupe Suez, qui contrôle Aguas Argentinas, et d'avoir d'autres rencontres avec d'autres entreprises françaises. Ce fut le cas hier avec le groupe pétrolier Total qui a ratifié un investissement de 400 millions de dollars annoncé en octobre passé -, avec la Poste, avec Alston, qui fabrique des wagons de train qui a des ateliers de maintenance à La Plata. Les propos du président Jacques Chirac à Kirchner ont été des bienvenus par les négociateurs argentins devant Suez, bien que Vido ait voulu clarifier devant la presse qu'il "est un homme de dialogue et veut maintenir le dialogue jusqu'à la fin". Toutefois, la fin est ouverte. Chaque affaire a nécessité un effort. Quelques uns ont été payants, d'autres sont des projets, d'autres sont plus complexes.

Voyons chaque cas.

- **Donnez du gaz.** Hier après-midi Vido a rencontré Thierry Desmarest, le président du Total pétrolier. Les conversations ont porté sur des investissements de l'entreprise - qui travaille déjà dans le sud argentin, à Rio Grande, en Terre de Feu, sur une plate-forme off shore - annoncés en octobre passé, pour quelque 400 millions de dollars. Total a découvert un gisement de gaz, appelé Aries Carina, dont la taille pourrait être semblable à celui de Loma de la Lata à Neuquén, actuellement un des plus grands d'Amérique. Total avait fait la promesse d'investir et a déjà apporté 20 pour cent de ce chiffre. Hier, lors de la réunion avec de Vido, Desmarest a voulu savoir ce qu'il allait se produire avec le gaz que l'Argentine achetait à la Bolivie, si cette décision ne se heurtait pas avec le gaz qui est extrait de Aries Carina. De Vido il lui a dit qu'une chose n'était pas exclusive de l'autre, que le gazoduc San Martín, de TGS, à charge de Petrobras, était construit, qu'on allait pouvoir transporter le gaz vers le nord et que l'objectif était de produire des excédents afin qu'il puisse être exporté (sans excédent il n'y a pas d'exportation, bien qu'il est bon de rappeler que l'Argentine n'a pas encore dépassé ses problèmes de demande énergétique). Total a proposé

de , comme l'a confié de Vido, continuer avec un plan d'investissement pour le reste du volume annoncé.

- ▶ **Bienvenus au train.** De Vido a aussi tenu une réunion et un dîner avec les directeurs de d'Alstom , entreprise qui se consacre à réparer des wagons de trains et qui a un atelier à La Plata. Le gouvernement argentin gère l'achat des wagons de l'entreprise espagnole Renfe qu'il veut réparer dans les ateliers de La Plata d'Alstom. Le projet est en voie de développement.

La dernière lettre. Le ministre a été en outre vu avec les responsables de La Poste pour qu'une délégation d'experts viennent en Argentine étudier le système que développe le Courrier Argentin (entre les mains de l'État) et analyser, entre autres, la législation et le fonctionnement. On a aussi parlé de collaboration dans la philatélie et l'idée d'émettre un timbre conjoint sur le Carlos Gardel, pour sa condition de franco-argentin.

- ▶ **Les eaux arrivent troubles.** La négociation avec Suez et Aguas Argentinas est, selon des mots de Vido, la plus complexe et dure. Hier les délégués du ministre ont tenu la seconde réunion de travail en deux jours. Le problème central est situé dans l'investissement que n'a pas fait l'entreprise et "sur ceux qui n'ont pas service à cause de ce manque d'investissement", selon le ministre. De Vido a avancé que l'État argentin a déjà pris la décision de participer à ces investissements : il finance la construction de 4 usines de traitements d'égout dans la province de Buenos Aires, pour un coût de 250 millions de pesos. L'Etat fera ces usines et l'État provincial effectuera le réseau du tronc lourd. "Cela il faut le faire et c'est entrain d'être fait ; nous ne pouvons pas faire attendre les gens ", dit-il. Le Gouvernement essaye maintenant de donner couverture légale à cet investissement. La discussion sur les tarifs a été déjà expliquée par ce journal. De Vido se dit négociateur ; il sait que les propos d'hier du président Chirac ont amélioré la position relative de l'État argentin dans la négociation avec Suez. "Nous épuiserons toutes les instances pour arriver à un accord, telle est la règle de ce gouvernement", dit le ministre. La lutte n'est pas encore finie et continuera au-delà de cette visite à Paris.

Traduction pour El Correo par Carlos et Estelle Debiasi